



THE LONDON SCHOOL
OF ECONOMICS AND
POLITICAL SCIENCE ■

2009 Examination (Language Centre)

LN727

French: Level Three (Standard)

Instructions to candidates

Time allowed: 1 hour 50 minutes

This paper contains 3 sections:

- Listening (15%)
- Reading (15%)
- Writing (15%)

Each section is given equal weight. Dictionaries are **not** allowed in this examination.

The following elements are also included in your final mark:

- A Speaking test which is conducted in class (15%)
- Your Dossier of Coursework (30%)
- Class Participation (10%)

Name

LSE Number

Section 1 : Compréhension orale (/100)

Première partie (/60)

Écoutez le reportage *Une spécialité française : les prud'hommes* consacré aux tribunaux réglant les conflits rencontrés dans le monde du travail et complétez les phrases suivantes (3 points par réponse correcte) :

Une spécificité française : les prud'hommes. Reportage diffusé le 3/12/2008 sur RFI (durée 1 minute 49 secondes).

Addala Benraad :

On va parler à présent des élections prud'homales en France.

Daniel Vallot :

Ces élections permettent de désigner lesdes prud'hommes. Les prud'hommes, ce sont des tribunaux chargés de régler les conflits au sein du monde, par exemple lorsqu'un s'est séparé de son employé sans avoir respecté les de licenciement.

Écoutez les explications de Jean-Denis Combrexelles, du ministère du Travail.

Jean-Denis Combrexelles :

La justice prud'homale, c'est la justice de, c'est la justice des gens. On a considéré qu'il était important que les litiges concernant le travail soient tranchés par des gens qui sont issus du milieu du travail, aussi bien du côté des que du côté des

Tous les salariés peuvent, à condition d'avoir 16 ans – donc quelle que soit la – et tous les employeurs. Ils vont désigner des, qui seront répartis dans plusieurs centaines de conseils de prud'hommes, de façon à ce qu'ils puissent trancher les litiges.

Très concrètement, les les ruptures de contrats de travail, les questions liées à la, les questions de paiement des heures supplémentaires, toutes ces questions très sont tranchées par les conseils de prud'hommes.

Ce sont des juges qui ne sont pas Généralement, la caractéristique de ces gens, c'est que ce sont des gens très, qui sont très attachés à la justice prud'homale et, comme ce ne sont pas des juges professionnels, ils ont une tout au long de ces cinq ans.

Daniel Vallot :

Jean-Denis Combrexelles, interrogé par Matthieu Baratier.

Ces élections prud'homales sont donc très importantes pour les salariés français. Elles le sont aussi pour les En 2002, la CGT était arrivée en tête, devant la CFDT et Force ouvrière. Tous les syndicats espèrent que la sera plus forte que lors des élections précédentes. La dernière fois, en 2002, deux sur trois n'avaient pas participé à cette

Deuxième partie (/40)

Ecoutez l'enregistrement au sujet de l'utilisation controversée de la formule « Les droits de l'Homme » et répondez aux 3 questions suivantes :

- 1. A quelle autre formule le journaliste compare-t-il les « droits de l'Homme » ? (20 points)**
- 2. Citez deux arguments mentionnés par le journaliste contre l'utilisation de la formule « les droits de l'Homme ». (10 points)**
- 3. Citez un argument mentionné par le journaliste en faveur de l'utilisation de la formule « les droits de l'Homme ». (10 points)**

1. _____

2. _____

3.

Section 2 : Compréhension écrite (/100)

Lisez l'article suivant et répondez aux questions.

Some words are in italic, they will help you understand the text.

Les enjeux (*the stakes*) économiques, sociaux et sociétaux d'une réforme qui fait débat

La situation actuelle.

Un employeur ne peut faire travailler un salarié (*employé*) plus de six jours par semaine. Le code du travail énonce (*dit*) que "*le repos hebdomadaire est donné le dimanche*", la violation de cette règle constituant "*un trouble manifestement illicite*". Le code prévoit (*propose*) cependant de nombreuses dérogations (*exceptions*), environ 180. Selon l'Insee, 7,4 millions de personnes travaillent le dimanche, dont 3,4 millions "*habituellement*".

Il existe deux grands types de dérogations (*exceptions*):

Les "*dérogations de plein droit*". Elles concernent les secteurs dont l'interruption est techniquement impossible ou dont la continuité est nécessaire à la vie sociale : nombreuses activités de service public, hôtellerie, restaurants, débits de boisson, fleuristes, entreprises de presse et d'information, entreprises de spectacles... En 2005, cette liste a été étendue à de nouvelles activités comme la jardinerie ou la location de DVD. La loi du 3 janvier 2008 ("loi Chatel") y a ajouté les commerces d'ameublement (*meubles*).

Enfin, une autre dérogation de plein droit donne la possibilité aux commerces de détail alimentaire, quelle que soit leur taille, d'ouvrir le dimanche matin jusqu'à midi. S'y ajoutent, par voie conventionnelle, des dérogations dans les industries travaillant en continu (*continuellement*).

Les "*dérogations temporaires*". Elles sont attribuées par le préfet ou le maire. Le préfet peut accorder (*donner*) une autorisation pour une durée limitée à une entreprise si celle-ci apporte la preuve que "*le repos simultané le dimanche de tous les salariés serait préjudiciable au public ou compromettrait(mettre en danger) le fonctionnement normal de l'établissement*". Il peut aussi accorder une autorisation temporaire, "*dans les communes touristiques ou thermales et dans les zones touristiques d'affluence exceptionnelle*" aux établissements de vente au détail "*qui mettent à disposition du public des biens et des services destinés à faciliter son accueil ou ses activités de détente(plaisir) ou de loisirs*". Enfin, pour les établissements normalement fermés le dimanche, comme les grands magasins, le maire peut accorder une autorisation exceptionnelle pour un maximum de cinq dimanches par an.

Les évolutions proposées.

Les dérogations dans les zones touristiques profiteraient à tous les commerces, sans limitation aux "*périodes d'affluence exceptionnelle*"(*beaucoup de monde*). Le régime d'autorisation temporaire serait étendu aux agglomérations urbaines de plus d'un million d'habitants (Paris, Lyon, Marseille, Lille) mais exclurait les surfaces alimentaires. L'heure de fermeture le dimanche dans les commerces de détail alimentaire bénéficiant d'une dérogation de plein droit serait portée (*avancée*) de midi à 13 heures.

Les dérogations seraient accordées sous réserve d'un accord collectif ou, à défaut, après approbation par référendum auprès des personnels. En l'absence d'accord, chaque salarié privé du repos du dimanche bénéficierait d'un repos compensateur et d'une rémunération (*salaire*) au moins égale au double de la rémunération normale. Le refus de travailler le dimanche ne pourrait constituer un motif de refus d'embauche (*donner un emploi*) ni exposer à des sanctions ou à des mesures discriminatoires.

Les questions soulevées.

Faut- il banaliser (*généraliser*) le travail du dimanche ? Pour les partisans de l'extension, "*le dimanche n'est pas un jour comme les autres mais il ne doit pas non plus être sacralisé*". Pour les opposants, le repos dominical doit au contraire rester un "*point d'ancrage*" (*une référence*), un "*repère structurant*" pour la vie familiale,

sociale et culturelle. Ils considèrent que ce texte marque un pas supplémentaire vers la généralisation du travail du dimanche.

Le libre choix est-il garanti ?

Les partisans de l'extension l'affirment, mais pour trois quarts (76 %) des salariés exerçant déjà une activité ponctuelle ou habituelle le dimanche, cela relève d'une "*contrainte*" et non d'un "*choix*" (sondage IFOP réalisé du 5 au 9 décembre auprès d'un échantillon de 2 788 actifs).

Patrick Roger

Article paru dans Le Monde du 16.12.08.

Questions

1. Selon l'INSEE combien de personnes travaillent-elles le dimanche? (10 points)

2. Citez cinq secteurs d'activité bénéficiant d'une « *dérogation de plein droit* » ? (10 points)

3. Quel est le statut spécifique des commerces alimentaires de détail en ce qui concerne l'ouverture le dimanche ? (10 points)

4. Qui est chargé de l'attribution des « *dérogations temporaires* » ? (10 points)

5. Citez un critère d'attribution d'une dérogation temporaire ? (10 points)

6. Quelle est la situation spécifique des grands magasins ? (10 points)

7. Indiquez (en utilisant vos propres mots) une évolution proposée. (10 points)

8. Dites si oui ou non un salarié refusant de travailler le dimanche risquerait d'être licencié ? (10 points)

9. Pour les opposants au travail dominical en quoi le dimanche est-il différent des autres jours de la semaine ? (10 points)

10. Dites si selon le sondage de l'IFOP cité dans l'article la majorité des personnes travaillant aujourd'hui le dimanche le fait par choix ou par contrainte ? (10 points)

Section 3 : Expression écrite (/100)

1. Que peuvent attendre Londres et la Grande Bretagne de l'organisation des jeux olympiques de 2012 ?
2. La presse écrite connaît en France depuis 30 ans d'importantes difficultés. Avec le développement d'internet elle est vouée à disparaître. Discutez.
3. A l'heure où le monde connaît une crise économique internationale comment l'insertion professionnelle des jeunes diplômés pourrait-elle être favorisée ?

© LSE 2009/LN727

